

Attestation sur l'honneur d'un représentant unique dans le cadre d'une demande de prime de travaux de rénovation énergétique des logements individuels portant sur un bien en indivision

Je soussigné(e),

né(e) le

demeurant au

atteste sur l'honneur être propriétaire en indivision du bien situé au

..... et être dûment mandaté(e) par l'ensemble des indivisaires.

Pour :

- faire réaliser au nom et pour le compte de l'indivision, les travaux de rénovation énergétique dans le logement susvisé ;
- constituer et déposer au nom et pour le compte de l'indivision une demande de prime à l'Agence d'Urbanisme et d'Energie de la Corse sous le n° et aussi pour recevoir et traiter toute correspondance avec l'Agence d'Urbanisme et d'Energie de la Corse (ci-après « AUE ») ;
- recevoir au nom et pour le compte de l'indivision, le montant de la prime accordée par l'AUE et, en conséquence, pour présenter les pièces justifiant l'exécution des travaux ainsi que tout document nécessaire au calcul et au versement de la prime et recevoir toute correspondance émise par l'AUE relative au paiement.

J'atteste n'avoir déposé qu'une seule demande de prime pour le bien indivis et qu'aucune autre demande n'est en cours.

Je m'engage à respecter les engagements liés au bénéfice de la prime :

- Si la demande de prime a été déposée en tant que propriétaire occupant :

- à ce qu'au moins un des indivisaires occupe le logement dans un délai maximum d'un an suivant la date de demande de solde de la prime ;
- à ce que le logement soit occupé à titre de résidence principale par au moins un des indivisaires pendant une durée minimale de trois ans à compter de la date de demande de solde de la prime.

- Si la demande de prime a été déposée en tant que propriétaire bailleur :

- à louer à titre de résidence principale le logement rénové pendant une durée minimale de 6 ans à partir de la date de demande de solde de la prime ;
- à louer ce logement dans un délai maximum d'un an suivant la date de la demande de solde de la prime ;
- à informer mon locataire de la réalisation de travaux financés par la prime ;
- dans le cas d'une éventuelle réévaluation du montant du loyer, à déduire le montant de la prime du montant des travaux d'amélioration ou de mise en conformité justifiant cette réévaluation.

Je m'engage, en tout état de cause, à reverser personnellement à l'AUE les sommes perçues au titre de la prime, en cas de retrait de la prime.

Je suis informé(e) que :

-tout ou partie du montant de la prime pourra m'être retiré en cas de non-respect de ces engagements et de la réglementation en vigueur, notamment de la limite de trois logements visés par l'article 3 VII du décret n° 2020-26 du 14 janvier 2020 modifié ou en cas de fraude ou de tentative de fraude ;

Je certifie l'exactitude des renseignements portés sur la présente attestation

Fait à, le

Nom et prénom :

.....

Signature :